

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (matin) 18 mars 2015

Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

23 2014.RRGR.891 Motion 166-2014 Schnegg (Champoz, UDC) Pour une gestion efficace des soins préhospitaliers (sauvetage)

N° de l'intervention: 166-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 01.09.2014
Déposée par: Schnegg (Champoz, UDC) (porte-parole)
Bhend (Steffisbourg, PS)
Cosignataires: 5
N° d'ACE: 149/2015 du 11 février 2015
Direction: SAP

Pour une gestion efficace des soins préhospitaliers (sauvetage)

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures permettant de gérer des contrats de prestations d'une durée d'au minimum quatre ans pour les soins préhospitaliers (sauvetage). Seuls les services au bénéfice d'un contrat signé reçoivent les montants prévus.

Développement

Les soins préhospitaliers font actuellement l'objet de contrats de prestations signés (ou qui devraient être signés) pour une durée d'une année seulement.

Cette durée ne permet pas à ces services de soins préhospitaliers d'être gérés d'une manière optimale. Ils doivent faire face à des investissements très lourds (plusieurs centaines de milliers de francs) qui font l'objet d'amortissements sur plusieurs années.

Aujourd'hui, le système de contrat annuel ne permet justement pas de faire des prévisions à moyen terme. Cette solution oblige ces services de soins préhospitaliers à travailler dans l'incertitude. Ils prennent des décisions d'investissement sans pouvoir prévoir s'ils seront en mesure de les amortir ou non.

La gestion du personnel est également très difficile au vu de la durée de ces contrats avec le canton. Sachant que des efforts considérables doivent être effectués en termes de recrutement et de formation, il est important de pouvoir le faire avec une visibilité à moyen – long terme.

Avec une durée d'au minimum quatre années, ces services pourraient travailler sur la base d'un business plan à moyen terme et de cette manière investir avec beaucoup plus de soin les fonds à disposition. Cela permettrait sans aucun doute d'améliorer la gestion de ces services, de les rendre plus efficaces et d'en augmenter la qualité.

De plus, il est important que seuls les services ayant accepté de signer ces contrats puissent être rétribués. Il n'est pas acceptable que certains services puissent être rétribués sans être au bénéfice d'un contrat dûment accepté et signé.

Il faut également relever qu'un passage de un à quatre ans pour la durée de ces contrats réduirait d'un facteur important l'effort administratif tant pour ces services que pour l'administration cantonale.

Réponse du Conseil-exécutif

Des contrats de prestations pluriannuels contreviendraient à la règle de la définition annuelle du budget. Sous le régime de l'ancienne loi sur les soins hospitaliers, il n'a jamais été possible d'en conclure, les fournisseurs n'étant pas prêts à signer des contrats dans lesquels les prestations étaient définies mais pas la rétribution, certains avançant qu'une durée de quatre ans ne leur permettait pas de garantir leur planification.

Il n'est pas possible de cesser le versement des mensualités, car les services de sauvetage sont tenus d'être au service de la population durant l'année entière. Comme le canton est responsable de la fourniture des soins préhospitaliers, il paraît approprié de garantir la disponibilité et l'exploitation des services de sauvetage par une rétribution sous forme de mensualités, même en l'absence de contrat de prestations.

Si le canton ne réussit pas à s'entendre avec les services de sauvetage, il peut édicter des décisions pour garantir la fourniture des prestations. Ces dernières ainsi que la rémunération seraient certes définies, mais il paraît plus que probable que les décisions feraient l'objet de recours, la SAP et les services de sauvetage n'étant pas d'accord sur la rétribution essentiellement. Vu ce qui précède, le Conseil-exécutif propose le rejet de la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

La présidente. Donc, maintenant, nous passons à l'affaire 23. J'ai aussi une information sur cette motion de M. Schnegg, Pour une gestion efficace des soins préhospitaliers. Dans le texte de cette motion, la proposition est la suivante: «Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures permettant de gérer des contrats de prestations d'une durée d'au minimum quatre ans pour les soins préhospitaliers (sauvetage). Seuls les services au bénéfice d'un contrat signé reçoivent les montants prévus.» M. le motionnaire avait déposé cette motion avec deux points. Le premier point part de «Le Conseil-exécutif» jusqu'à «sauvetage». Le deuxième point serait «Seuls les services au bénéfice d'un contrat signé reçoivent les montants prévus.» Cette motion a été déposée avec deux points et nous la recevons avec seulement un point. Donc, le motionnaire a le droit de faire de cette motion deux points. De toute manière, il aurait eu le droit, mais il y a aussi eu un problème avec la traduction au départ. M. le motionnaire, vous avez la parole, et nous parlons ici de deux points. Avant que vous ne commenciez: Wir haben heute eine Delegation mit Mitgliedern von lokalen und regionalen Behörden aus der Mongolei zu Besuch. Es handelt sich um eine wöchige Studienreise in der Schweiz im Rahmen eines DEZA-Programms zur Unterstützung der Dezentralisierung in der Mongolei. Dabei besuchen sie die Gemeinde Köniz und den Grossrat in Bern. Darunter befinden sich unter anderem Präsidenten und Sekretäre von regionalen Parlamenten, vergleichbar mit dem Grossen Rat des Kantons Bern. Ich heisse diese Delegation willkommen. Ich hoffe, Sie haben heute bei uns einen interessanten Tag und wünsche Ihnen alles Gute. (*Applaudissements.*)
Monsieur c'est à vous

Pierre-Alain Schnegg, Champoz (UDC). Tout d'abord, j'aimerais m'excuser auprès de vous pour la gestion relativement chaotique de cette motion au sein de vos différents groupes, suite aux problèmes que notre présidente a mentionnés. Il est bien clair que nous la traiterons en deux points. Les services de sauvetage représentent un des maillons très importants dans notre système de santé. De pouvoir compter sur des prestations de qualité, disponibles dans des temps très courts, permet bien souvent de sauver des vies. Il n'est pour ces services pas question d'améliorer le confort de quelques personnes, mais bien de tout mettre en œuvre pour préserver la vie de citoyennes et citoyens devant faire face à une situation d'urgence. Les contraintes imposées à ces services sont de plus en plus lourdes et complexes. Certaines permettent toutefois d'améliorer la prise en charge des blessés. Si aujourd'hui le canton demande de pouvoir intervenir en trente minutes dans quatre-vingt pour cent des cas, de nouvelles normes sont d'ores et déjà mentionnées, et parleraient de pouvoir couvrir nonante pour cent des cas en quinze minutes, soit un nouveau palier très important qui ne se fera pas sans douleur. Dans la motion déposée conjointement avec mon collègue Patric Bhend, nous demandons au gouvernement de modifier les contrats annuels actuels en contrats d'une durée d'au minimum quatre ans, de manière à offrir à ces services et institutions un minimum de visibilité pour leur permettre de mettre en place des programmes de formation, d'amélioration continue et d'investissements, coordonnés et efficaces, ce qu'aucun acteur économique ne pourra contester. En effet, comment prévoir des programmes à moyen et long terme en ayant une visibilité d'une année? C'est tout simplement impossible, voire suicidaire. De plus, il semblerait de bon sens de pouvoir consacrer un maximum de temps aux activités de sauvetage plutôt qu'à la négociation annuelle d'un nouveau contrat. Inutile de préciser que cela permettrait également à la SAP d'économiser du temps précieux pour ses propres ressources.

Dans sa réponse, le Conseil-exécutif mentionne que les contraintes pluriannuelles contreviendraient à la règle de la définition annuelle du budget. Mais alors, que penser de l'article 21 de la LEAC qui

stipule que les contrats de prestations sont conclus en règle générale pour une durée de quatre ans? Vous comprendrez donc mon étonnement. Y aurait-il deux poids, deux mesures? Ou aurions-nous à ce point perdu les sens des priorités pour estimer qu'offrir une visibilité de quatre ans aux institutions culturelles était bien plus important que de le faire pour les services de sauvetage de ce canton? Sans remettre en question l'excellente solution trouvée pour les institutions culturelles, bien au contraire, il me semble tout à fait possible et non dommageable de le faire également pour les services de sauvetage. Quant à la deuxième question de cette motion, elle était de ne payer que les institutions au bénéfice d'un contrat. Cette question dérange plusieurs d'entre vous. Il nous semblait toutefois normal que le canton paie des prestations uniquement à des institutions ayant un contrat dûment signé. Aujourd'hui, nous savons donc tous que cette rigueur de bonne gestion n'est pas le cas dans la problématique qui nous occupe, et nous ne pouvons que le regretter. Les services de sauvetage sont bien trop importants pour que nous puissions les traiter avec moins d'égards qu'un centre culturel. Donnez-leur les moyens de pouvoir continuer de faire un travail de haute qualité pour le bien de toute la population de notre canton, et avec un maximum d'efficacité. C'est pourquoi je vous prie de bien vouloir accepter le point 1 de cette motion et je transforme le point 2 en postulat. D'ores et déjà, merci de votre compréhension.

La présidente. J'attends des intervenants des groupes. Mme Lüthi pour le PS-PSA, c'est à vous.

Andrea Lüthi, Berthoud (PS). Wir waren alle etwas überfordert, weil gesagt wurde, das Ganze werde zurückgezogen und könne nicht in zwei Teile aufgeteilt werden. Deshalb müssen wir jetzt hier ein bisschen spontan reagieren. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion lehnt eine Motion ab, aber unterstützt Ziffer 2 als Postulat, so wie es jetzt vorgeschlagen wird. Wir verstehen es, wenn sich die Leistungserbringer eine gewisse Planungssicherheit wünschen, dies vor allem, wenn ihre Leistungen, die sie für den Kanton erbringen, mit grösseren Investitionen verbunden sind, die längerfristig rentieren müssen. Das trifft übrigens aber auch auf andere Organisationen und Institutionen zu. Wir haben ebenfalls nicht viel Verständnis dafür, wenn gewisse Rettungsdienstorganisationen zwar vom Kanton Geld wollen, gleichzeitig aber nicht bereit sind Leistungsverträge zu unterschreiben. Gleichzeitig scheint es aber auch nicht möglich zu sein, auf Ratenzahlungen an die Rettungsdienste zu verzichten, wenn keine Leistungsverträge bestehen, da der Kanton Bern die Versorgungssicherheit für die Bevölkerung garantieren muss. Der Kanton steht hier also in einem gewissen Abhängigkeitsverhältnis von Dritten, was staatspolitisch wirklich nicht schön ist. Mit einem Postulat könnte der Regierungsrat prüfen, wie dieses Dilemma behoben werden könnte. Einerseits geht es darum, Planungssicherheit für die Leistungserbringer zu erreichen, andererseits aber auch die finanzielle und versorgungstechnische Steuerungshoheit durch den Kanton. Wie bereits gesagt: Wir unterstützen Ziffer 2 als Postulat und lehnen Ziffer 1 ab.

Marianne Schenk-Anderegg, Schüpfen (PBD). Ich möchte mit Ihnen eine kurze Zeitreise durch das Rettungswesen machen. Erste frühstrukturelle Ansätze des Rettungswesens waren schon in der Ära Napoleon bekannt. Zunächst mussten die Personen, die für die Versorgung der Verletzten zuständig waren, gefunden werden. Sie zogen mit in die Schlacht und man musste sich auf ihre Fähigkeiten verlassen: Frisöre und Barbieri bildeten den Rettungsdienst. Sie waren praktisch die einzigen, die sich mit der Anatomie des Menschen beschäftigten. Während den Kämpfen blieben sie aber in sicherer Entfernung. Als die ersten Personen verletzt wurden, zogen sie mit Holzkarren auf das Schlachtfeld und transportierten die Verwundeten ab. Als ich vor 37 Jahren im Spital meine Berufskarriere begann, waren die einzelnen Spitäler mit Ambulanzen ausgerüstet. Diese lagen in den Händen des Gärtners und des Technischen Dienstes. In einzelnen Fällen war auch eine Krankenschwester oder ein Pfleger dabei. Bei einem Notfall rückte der Gärtner aus und nahm noch jemanden mit, oder der Mann vom Technischen Dienst. Die Ambulanzen waren mit dem Nötigsten ausgerüstet, das heisst mit einem Sauerstoffgerät und mit einem Paar Handschuhen, die man auswechseln konnte. Man war also weit weg vom heutigen Standard mit Medikamenten, Infusionen, Defibrillator und professionell ausgebildeten Rettungssanitäterinnen und Rettungssanitätern, die auch von Ärzten begleitet werden. Das ganze Rettungswesen in der Schweiz verfügt heute über einen hochprofessionellen Standard.

Im letzten Jahrzehnt hat sich die medizinische Erstversorgung der bodengebundenen Schweizer Rettungsdienste kontinuierlich verbessert. Dazu hat die Entwicklung des Ausbildungssystems der Rettungsberufe wesentlich beigetragen. Innerhalb von 35 Jahren hat sich der Beruf des Rettungssanitäters zu einer Profession mit zwei Ausbildungsabschlüssen herausgebildet. Der

Interverband für Rettungswesen IVR diplomierte am 19. September 1977 die ersten 18 Rettungssanitäter. 1984 legte der IVR die Richtlinien zur Ausbildung und für den Einsatz der Rettungssanitäter fest. Die Ausbildung erstreckte sich auf drei Jahre und umfasste 400 Theoriestunden. Bis zum Jahr 2000 wurden ungefähr 1300 Rettungssanitäter nach IVR-Richtlinien ausgebildet. 1998 übernahm das Schweizerische Rote Kreuz die Regelung der Ausbildung von medizintechnischen Berufen, sprich Rettungssanitätern. Die Ausbildung wurde neu strukturiert, der Theorieanteil wesentlich ausgebaut und damit an das Ausbildungssystem der anderen nicht-ärztlichen Gesundheitsberufe angepasst. Die Rettungsfahrzeuge inklusive Material befinden sich heute auf dem neuesten Stand. Sie müssen immer wieder überprüft und gewartet werden, und es müssen Neuanschaffungen gemacht werden. Das ganze Rettungswesen wurde zu einem hochprofessionellen Unternehmen. Wir alle wissen, dass es für eine fortschrittliche, zukunftsgerichtete Institution eine Planung und auch eine Planungssicherheit braucht. Mit einer jährlichen Budgetplanung kann schlicht nicht zukunftsorientiert geplant und organisiert werden. Deshalb sieht die BDP-Fraktion die Notwendigkeit dieser Motion und unterstützt sie grossmehrheitlich. Wir sind sehr froh, dass der Motionär Ziffer 2 zurückgezogen hat, weil wir dieser nicht zustimmen könnten.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Die Antwort der Regierung auf die Motion Studer, die zurückgezogen worden ist, ist sehr gut, das habe ich der GEF bereits zurückgemeldet. Die Antwort zur vorliegenden Motion ist sehr kurz und nicht sehr differenziert, dies auch in der Argumentation, und man merkt, dass zwischen dem Kanton als Auftraggeber und den einzelnen Player nicht alles zum Guten steht und dass sie Zoff haben.

Das Anliegen ist im Grunde logisch. Aber unserer Fraktion ist nicht klar, warum man nicht diejenige Variante gewählt hat, welche die Institutionen im Suchtbereich bereits alle gewählt haben, nämlich die Vierjahres-Rahmenleistungsverträge mit zusätzlichen Jahresverträgen für die Finanzierung. Diese geben eine planerische Sicherheit und klammern die Ausgaben nicht von den Budgetdiskussionen aus. Das ist der Grund, warum wir zu dieser Motion eine so grosse Ambivalenz haben und wir wären froh, wenn sie als Postulat überwiesen würde. Es kann ja nicht sein, dass wir mit Vierjahresverträgen die Summe, die wir pro Jahr überhaupt noch für Sparmassnahmen zur Verfügung haben, immer mehr nur auf einzelne Bereiche verteilen. Diese setzen wir damit immer mehr unter Druck und andere Player sind für vier Jahre ausserhalb der Diskussion. Das ist unser Hauptargument: Unsere Fraktion macht also hier aus rein finanzpolitischen Gründen nicht mit, damit die in jedem Jahr im Budget zur Diskussion stehende Masse nicht nochmals geschmälert wird.

Aber es ist allen klar: Hier besteht Handlungsbedarf und es müssen sich beide Player verbindlich finden bei einem Auftrag, bei dem man nicht einfach sagen kann, der Kanton kann ihn ausführen oder auch nicht. Und es ist auf Dauer schlecht, mit Verfügungen zu arbeiten, wenn man in diesem Spiel motivierte Player will. Von daher ist es unschön und wir wären froh, wir könnten diese Motion als Postulat überweisen. Ziffer 1 werden wir also, wenn der Motionär nicht wandelt, als Motion nicht annehmen. Ziffer 2, die er in ein Postulat wandeln wird, werden wir dagegen unterstützen, und zwar mit dem Gedanken, dass die GEF mit ihren Playern unabhängig von einer Grossratsmotion wirklich endlich zu einer verbindlichen und besseren Zusammenarbeit gelangt.

Christine Häslar, Burglauenen (Les Verts). In der grünen Fraktion gibt es beide Haltungen: Die einen haben ein gewisses Verständnis für den Motionär und seine Anliegen. Dieser Teil der Fraktion, der die Motion unterstützen könnte, versteht es auch, dass man mit längerfristigen, also mit vierjährigen Leistungsverträgen sicher auch gewisse Möglichkeiten hat, effizienter zu werden, voraus zu planen, vielleicht sogar etwas günstiger zu werden und Synergien zu nutzen. Es gibt aber in der Fraktion auch einen Teil, der der Regierung und ihrer Argumentation folgt. Er will das bisherige Vorgehen beibehalten, damit wir immer wieder laufend budgetieren können.

Die Aussage in der Antwort der Regierung, wonach es nicht möglich war, mit einzelnen Leistungserbringern verbindliche Verträge zu machen, hat zu Irritation geführt. Wir halten das für eine Schwierigkeit, und wir hoffen, sie kann gelöst werden. Von daher wäre ein Postulat vielleicht sinnvoll, um das alles genauer zu prüfen und anders aufzugleisen. Ein Postulat würde in der Fraktion auch einige Stimmen erhalten, damit geprüft werden kann, wie das Problem gelöst werden kann.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (PEV). Die EVP-Fraktion versteht das Anliegen der Motionäre. Sie möchten die Planungssicherheit für die Rettungsdienste herstellen oder erhöhen. Ein

Jahr ist wahrlich keine lange Zeit, um mittel- oder längerfristiges Planen, Investieren, Abschreiben oder auch personelles Rekrutieren zu erlauben. Das ist aber eine theoretische Überlegung. Theoretisch in dem Sinn, dass die Rettungsdienste ja nicht von einem Tag auf den andern, beziehungsweise von einem Jahr aufs andere in einer Region eingestellt oder einer neuen Organisation übertragen werden könnten. Nein, der Rettungsdienst muss für den ganzen Kanton und jederzeit gewährleistet sein und somit bedeutet das faktisch auch ohne genaue Höhe der Abgeltung während vier Jahren eine längere und grössere Planungssicherheit als klassische Einjahresverträge suggerieren könnten. Die EVP-Fraktion lehnt Ziffer 1 dieser Motion ab. Sie könnte sich aber teilweise für Ziffer 2 als Postulat erwärmen, weil es nicht ganz klar ist, wer am längeren Hebel sitzt – wenn ich das einmal so salopp sagen darf. Ob sich die dargelegte Situation jedoch mittels Postulat ändern lässt, sei dahingestellt. Die EVP-Fraktion wünscht sich im Grunde, dass auf beiden Seiten die Bereitschaft besteht, hier eine Einigung ohne Verfügung oder Beschwerde zu erreichen.

Eva Desarzens-Wunderlin, Boll (PLR). Die FDP unterstützt Ziffer 1 als Motion und Ziffer 2 als Postulat. Es muss das Ziel sein, Vierjahres-Leistungsvereinbarungen zu erreichen. Es ist klar, dass dazu von beiden Seiten Verhandlungen unerlässlich sind. Wenn aber Vierjahres-Leistungsvereinbarungen bestehen, heisst das nicht, dass nicht auch zusätzlich Jahresvereinbarungen bestehen, insbesondere in Zusammenhang mit dem Budget. Ziel muss es also sein, so viel von den Leistungsvereinbarungen wie möglich in einen Vierjahresvertrag aufzunehmen und dort, wo Handlungsspielraum nötig ist, insbesondere im Bereich der Finanzen, Jahresvereinbarungen zu schaffen. Diese Möglichkeit kennen wir auch in anderen Gebieten. Dieser Handlungsspielraum ist nötig, denn die Unternehmen brauchen die Sicherheit, um zumindest diejenigen Dinge, die klar sind, mit dem Kanton regeln zu können, und längerfristig zu wissen, wo es langgeht. Persönlich bin ich aber nicht überzeugt, dass das Rettungswesen bei uns ideal aufgestellt ist, und ich frage mich, ob es richtig ist, wie es an den Spitälern angehängt ist. Hier erwarte ich, dass das anders laufen wird, auch wenn wir auf das Ziel, Vierjahresverträge zu vereinbaren, zugehen.

Ueli Studer, Niederscherli (UDC). Weil ich vorhin etwas länger sprechen durfte mache ich es jetzt sehr kurz: Die SVP-Fraktion unterstützt Ziffer 1 als Motion und Ziffer 2 als Postulat. Die Planungssicherheit im Rettungswesen ist ein ganz wichtiger Punkt und Leistungsverträge sollten für die Planungssicherheit auf vier Jahre gemacht werden. Wir waren etwas erstaunt, dass das heute noch nicht so ist. In diesem Sinn unterstützen wir Pierre Alain Schnegg bei seinem Vorschlag.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Neue Legislatur – neue Ideen, oder: Man hat vergessen, was man vorher beschlossen hat, geschätzte Grossrätinnen und Grossräte. 2005 erarbeiteten wir ein Spitalversorgungsgesetz, das Leistungsverträge auf vier Jahre vorsah. Die Arbeit mit den Leistungserbringern war aber nicht einfach, und es war nicht möglich, diese Verträge abzuschliessen. In der Kommission, die das Spitalversorgungsgesetz überarbeitete, wurde dieses Thema diskutiert, und es wurde erwähnt, dass diese Vierjahresverträge nicht mehr sinnvoll seien, weil sie nicht brauchbar wären. Und jetzt sagen die verschiedenen Fraktionen des Grossen Rates, doch, wir brauchen Vierjahresverträge. Mir ist das egal. Die Antwort des Regierungsrats ist kurz ausgefallen, weil die Vorgeschichte lang war, einmal entschied man sich dafür, dann wieder dagegen und jetzt wieder dafür – es ist mir egal. Wenn es für die Planungssicherheit wichtig ist, kann man das einführen. Die Frage, warum man damals die Verträge mit den Leistungserbringern nicht abschliessen konnte, müssen Sie den ehemaligen Kollegen, die jetzt nicht mehr im Rat sitzen, stellen. Es war ihr Begehren, sich einmal dafür und dann wieder dagegen zu entscheiden. Ein Argument war, dass es günstiger sei, wenn man jedes Jahr Korrekturen vornehmen kann – okay. Herr Schnegg, wenn Sie Ihre Motion aufrechterhalten wollen, habe ich damit kein Problem. Der Regierungsrat lehnt die Motion ab, weil das im Spitalversorgungsgesetz anders beschlossen wurde, aber die Welt verändert sich ja in jedem Jahr wieder.

Pierre-Alain Schnegg, Champoz (UDC). Encore une fois, je regrette les aller-retour générés par un petit problème administratif. Comme nous avons pu l'entendre, les services de sauvetage ont subi de profondes mutations, et cela va continuer. Il est donc important que nous puissions offrir des bases solides à ces institutions pour qu'elles puissent effectuer leurs tâches avec toute la

qualité requise. L'affirmation qu'il y a une sécurité de planification n'est hélas pas une garantie de facto. Le contrat ne mentionne pas que des francs, mais également des règles à respecter et des prestations à fournir. C'est pourquoi je vous prie de bien vouloir offrir aux services de sauvetage ce que la culture a su offrir à ses partenaires, et je vous demande de soutenir le point 1 sous forme de motion et le point 2 sous forme de postulat.

La présidente. Il y a peut-être encore quelque chose qui n'est pas très clair, je vais vous le rappeler, c'est que les comotionnaires doivent s'inscrire en tant qu'intervenants à titre personnel. M. Bhend, vous avez encore la parole, mais c'est trois minutes, à vous.

Patric Bhend, Steffisbourg (PS). Ich möchte nur noch auf den zweiten Punkt eingehen: Organisationen können sich nicht weigern, Leistungsverträge einzugehen. Wer Geld vom Kanton Bern will, muss bereit sein, das zu definieren. Deshalb bin ich sehr froh, wenn Sie bei Ziffer 2 die GEF mit einem Postulat unterstützen, damit klar ist: Wer zahlt befiehlt. Und es ist nun einmal der Kanton Bern, also wir, die das Geld zur Verfügung stellen. Deshalb muss der Kanton Vorgaben machen können, welche Leistungen er damit einkauft. Ich bin froh, wenn es hier einen Schritt vorwärts geht, wenn das Postulat überwiesen wird.

La présidente. Nous passons au vote. Je rappelle que nous avons deux points de cette motion, Pour une gestion efficace des soins préhospitaliers. Le premier point en tant que motion et le deuxième point en tant que postulat. Donc, nous passons au vote du premier point. Ceux qui acceptent le premier point en tant que motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 104

Non 39

Abstentions 2

La présidente. Vous avez accepté ce premier point. Nous passons au point 2 en tant que postulat. Ceux qui acceptent ce point 2 en tant que postulat votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui 131

Non 10

Abstentions 2

La présidente. Vous avez également accepté ce point 2 en tant que postulat. Je ne commence pas l'affaire 24, je clos ici la séance, mais soyez s'il vous plaît à l'heure après avoir mangé. Merci et bon appétit.

Les délibérations sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 11 heures 40.

Les rédactrices :

Catherine Graf Lutz (f)

Dorothea Richner (d)

